

DISCOURS DE SÉGOLÈNE ROYAL A CHARLÉTY

1 mai 2007

Je vous salue ! Je vous salue peuple de France ! Je vous salue peuple de France !
Peuple libre ! Peuple fier ! Peuple insoumis et qui veut la victoire !

Votre présence exceptionnelle, enthousiasme, conquérante mais aussi tolérante et fraternelle me va droit au cœur. Merci pour ce bonheur. J'ai pris beaucoup de coups pendant cette campagne mais j'ai reçu aussi tellement... tellement... tellement de bonheur partagé comme ce soir ! Que ce soir, tout le reste est oublié et je suis avec vous dans cette dernière ligne droite pour dimanche prochain faire gagner la France car je veux demain tout simplement, mais c'est déjà considérable... car nous voulons ensemble pour demain simplement mais c'est considérable beaucoup de bonheur pour notre pays, un pays apaisé, un pays réconcilié avec lui-même pour vous, avec vous et surtout pour celles et ceux qui en ont le moins, ceux-là, je leur dis qu'ils ne se découragent pas, nous les prendrons aussi par la main.

Je vais vous dire maintenant quelques mots en confidence : d'abord j'ai tenu grâce à vous car comment se fait-il qu'une petite fille de Lorraine née à Dakar d'un père militaire, qui a grandi dans un village des Vosges, quatrième d'une famille de huit enfants, qui a eu le bonheur de suivre une réussite scolaire, comment se fait-il que je me trouve là ce soir devant vous? Qu'est-ce qui a permis notre rencontre ? Parfois je me suis interrogée au fur et à mesure de ces étapes, parfois j'ai trébuché mais avec vous je me suis relevée. Oui, à chaque fois, c'est votre ferveur démocratique qui m'a redonné la force d'accomplir avec vous ce que nous avons à construire demain pour le bien de la France.

Ce que je vais vous avouer n'est pas si facile, je suis solide, je le savais mais le courage du combat politique, je l'ai construit avec vous pendant ces dix-huit mois de campagne électorale. Mon courage, c'est vous ! Mon courage, c'est pour vous tout simplement parce que mon projet, c'est vous ! On me dit parfois : mais pourquoi tout cela ? Et à l'instant même où je vous parle, où se noue cette rencontre exceptionnelle, extraordinaire, en me tournant vers vous je vois... je

comprends, je sens que tout cela, c'est tout simplement parce que nous nous aimons beaucoup.

Et ceux et celles qui ne ressentent pas encore ce sentiment, en vous voyant, j'en suis sûre, seront de plus en plus nombreux à avoir envie de le partager, ce merveilleux sentiment et je voudrais leur dire : dans la France que je veux, il y a de la place pour tous et pour toutes. Et personne n'en sera exclu. Notre réunion est ce soir un formidable signe d'espoir ; c'est – nous le sentons – un événement à la hauteur d'une victoire espérée. Mais je ne veux pas de la victoire d'une partie de la France contre l'autre. Ce que je veux, c'est la victoire de la France présidente ! Et merci... merci, en votre nom, aux artistes, merci aux artistes... nous sommes tous ici à vous entendre, de tous les styles, de toutes les générations ; vos musiques exaltent nos espoirs, calment nos peines et bercent nos vies et construisent nos plus beaux souvenirs. Merci de votre engagement. Merci de faire chanter la terre, merci de nous donner l'ardeur pour la rendre meilleure car l'art et la culture sont le langage supérieur de l'humanité. La France présidente sera une France artistique et culturelle et l'immense élan de ce soir en est la preuve !

Dimanche prochain, vous aurez le choix entre deux modèles de société et ce formidable rassemblement de ce soir est l'image du modèle que je vous propose pour la France ; le pays du partage, de l'émotion, de la beauté, toutes générations confondues. Voilà le rassemblement. Voilà le vrai remède à l'inquiétude, à la menace, aux divisions et aux conflits. Il est là le chemin de la paix et de la fraternité ! Oui je veux pour notre pays réconcilier la paix et la fraternité et si vous êtes là ce soir, c'est aussi pour une France neuve qui se relève. Vous êtes venus là ce soir pour une France rassemblée et fière de l'être. Vous êtes là ce soir pour remettre les citoyens au cœur de l'action politique et pour faire souffler un vent de démocratie et de liberté.

Vous êtes là pour une France qui mobilise tous ses talents. Vous êtes là pour la France qui libère les énergies, qui crée des richesses et qui les répartit bien, qui donne le goût de l'effort, du travail et de la création. Vous êtes venus pour la France qui affirme au plus profond d'elle-même que la justice sociale et

l'excellence écologique sont aussi la condition de l'efficacité économique et que la prospérité économique et la sécurité écologique sont la condition du bien-être social. Les uns ne vont pas sans les autres ; voilà le nouvel ordre juste que je vous propose !

Ce soir, vous êtes venus pour faire gagner la France présidente. C'est un message qui est reçu aux quatre coins de la France et dans tous les territoires et départements d'outre-mer et par tous les Français de l'étranger ; et ma pensée va aussi en ce moment à notre compatriote détenu en Afghanistan ainsi qu'à Ingrid BETANCOURT. On aimerait tellement les avoir parmi nous ! Mais ce temps viendra.

Chacune et chacun d'entre vous est le porteur mystérieux des encouragements et des espoirs de chacune et de chacun, des millions de Françaises et de Français qui se rassemblent pour dire qu'ils veulent élever la France au plus haut rang de cette histoire et je vous invite dimanche à écrire cette nouvelle page de l'histoire de France ! Ce n'est pas une mince affaire car qui s'occupe de la France, s'occupe aussi du monde, car la France aux yeux du monde, c'est plus que la France. La France n'est jamais aussi grande que lorsqu'elle l'est pour tous. La France, ce sont des valeurs exigeantes et belles proclamées par la Révolution française et des valeurs universelles qui sont une parcelle de la lumière du monde. La France, c'est la liberté, c'est l'égalité et c'est la fraternité ! Et c'est cela qui nous rassemble et qui nous mobilise aujourd'hui ! Et c'est ce chemin que nous allons prendre ensemble. Le monde, nous savons ce qu'il en est : la mondialisation, les échanges, les influences croisées et fertilisantes mais aussi le tohu-bohu, l'inéquité, le malheur, les crimes de masse et les guerres. Je ne veux pas d'une France qui aurait la tentation de s'éloigner de la scène et qui aurait la tentation de laisser faire. Je ne veux pas d'une France qui laisserait le monde éclater en morceaux, en blocs de vie et de pensées hostiles les unes aux autres.

Non je ne veux pas d'une France qui se résignerait à disparaître de l'histoire et je veux vous le dire, vous êtes ici les ambassadeurs d'une aspiration qui monte du pays tout entier. Vos lettres de créance sont celles d'un peuple qui veut se redresser, d'un peuple qui affirme que notre pays mérite d'autres formes de

gouvernement et d'autres choix politiques ! La France ne se laissera pas abusée par des choix qui même parés des plumes de la rupture ou des ravages de la nouveauté, sont marqués du sceau de l'échec et de l'amnésie des bilans. Certes, maquiller un bilan n'est pas tâche facile et pour cela, sans vergogne, certains réécrivent l'histoire, captent celle des autres, en font un gadget médiatique pour brouiller les pistes et créer de la confusion dans les esprits.

Alors chers amis, vous tous qui êtes là, je vais vous dire : nous ne sommes pas rassemblés ce soir un 1er mai par hasard. Cette date du 1er mai a un sens historique. Elle a un sens pour tous les travailleurs et pour toutes les travailleuses du monde entier. Elle est la fête de la solidarité et de la demande de dignité du monde ouvrier. Les plus jeunes ici présents ne le savent peut-être pas. Alors je vais le leur rappeler.

Il y a plus d'un siècle, aux Etats-Unis, à Chicago, des ouvriers en grève furent sauvagement réprimés ; certains furent tués par balles et d'autres plus tard jugés et pendus ; c'était le 1er mai 1886. Cinq ans plus tard, six jeunes gens furent tués par balles dans une ville minière du Nord de la France lors d'une manifestation cruellement réprimée à Fourmies. Ils avaient entre 16 et 20, c'était le 1er mai 1891. Depuis ce jour, ces jours... ces deux jours et à l'initiative de la deuxième Internationale socialiste, les travailleurs, les salariés du monde entier, toutes appartenances politiques ou confessionnelles confondues, quand le droit le leur permet, ne travaillent pas ; ils manifestent ou ils se reposent ; ils font la fête en famille comme ce soir ici à Charléty. Et ils se souviennent et ils n'oublient jamais l'histoire du 1er mai.

Voilà l'une des raisons pour lesquelles nous sommes là ce soir sans esprit de revanche mais tout simplement parce que nous savons ce que nous devons pour nos libertés à ceux qui nous ont précédé et qui ont donné leur vie pour qu'aujourd'hui les travailleurs soient libres, puissent manifester et puissent revendiquer le respect qui leur est dû.

Car c'est évident, l'histoire n'est pas une bande dessinée où tout se vaudrait, où tous les mots seraient permis et où on peut dire n'importe quoi. Je ne ferai pas,

moi, de discrimination entre ceux qui se lèvent tôt et les autres parce que je sais combien il y en a qui se lèvent plus tard parce qu'ils travaillent tard et même la nuit comme ces infirmières que j'ai vues récemment. Et puis il y en a qui font semblant de se lever comme ce père de famille que j'ai rencontré dans les débats participatifs, qui est au RMI mais pour que son fils n'ait pas honte, il fait semblant le matin de se lever et de prendre les transports en commun pour faire croire qu'il a un travail. Et moi je veux une France qui donne du travail à tous et à chacun. C'est cela la défense de la valeur travail ! Car l'histoire a des permanences qu'il faut rappeler et ces jeunes gens du Nord dont j'évoquais la mémoire tout à l'heure, se battaient pour la journée de huit heures et pour la semaine de quarante heures. Il a fallu 1919 pour que ces droits élémentaires soient reconnus. Déjà à l'époque, il y avait des gens à la vie facile sans doute, qui disaient que ces travailleurs miniers étaient des paresseux qui voulaient se lever tard. Les mêmes à la vie facile sans doute qui en 1936, affirmaient que les congés payés allaient ruiner la France. Alors ce galimatias conservateur sans fondements économiques, a été démenti par l'histoire et c'est pour cela qu'aujourd'hui je veux une France active, une France réconciliée avec elle-même et qui n'en rabatte jamais sur la conquête des droits sociaux car je ne veux plus que l'on oppose l'effort humain et le travail des salariés au goût du risque des entrepreneurs. Nous réconcilierons la réussite des entreprises et le progrès humain. Il y a de la place pour ces deux mots dans nos têtes. Notre cerveau est ainsi fait qu'il y a au moins deux lobes et je dis simplement que le but ultime du profit, ce doit être le progrès humain, sinon le gain des uns se paie toujours par une forme de servitude des autres et cela ne fait pas grandir la France. Oui, je ferai un pacte avec les entreprises et nous allons réconcilier la France avec les entreprises qui innovent, qui créent de la richesse et des emplois, qui se battent tous les jours pour que la croissance soit au rendez-vous.

Oui ! Je salue ici les risques pris par ces milliers de petites et moyennes entreprises et les dangers qui les guettent. Ce sont elles qui créent le plus grand nombre d'emplois avec l'artisanat. Je sais quels risques personnels prennent ceux qui les créent, qui les font vivre parfois au prix de leur santé et que ces chefs d'entreprise sachent que je veux qu'ils soient de plus en plus nombreux à entreprendre, que je serai à leurs côtés dans leur bataille contre la concurrence

internationale, que je soutiendrai l'embauche et la formation professionnelle de leurs salariés pour qu'elles améliorent leur compétitivité tout en versant des salaires décents et qui rémunèrent justement le travail. Et c'est pourquoi je veux construire ces compromis sociaux. Et c'est pourquoi je veux que la France soit à l'avant-garde de la lutte contre le chômage des jeunes, que plus aucun jeune reste sans emploi plus de six mois. Oui, je les créerai ces 500.000 emplois pour projeter les jeunes dans la vie professionnelle et pour les sortir de l'inactivité et de l'abandon. Je sais que le succès économique dans le monde moderne, exige l'agilité des entreprises. Eh bien nous mettrons en place une sécurité sociale professionnelle qui sécurisera les entreprises comme les salariés. Voilà l'efficacité économique de demain ! Voilà la France que nous allons construire car c'est l'invention de toutes les nouvelles sécurités et de la lutte contre toutes les formes de précarité qui rendront notre pays performant. Et la première des sécurités doit être celle du parcours de toute la vie professionnelle. Je ne vois plus voir ces femmes en pleurs devant les grilles de leurs entreprises fermées. Je ne veux plus voir le regard désespéré d'ouvriers licenciés sans protection comme l'autre jour ; c'est un sort indigne d'un grand pays développé et ceux qui philosophent sur la valeur travail, ont-ils vu ces citoyens-là ?! Moi je cesserai d'opposer les chômeurs aux salariés. Il est inacceptable d'accabler les personnes privées d'emploi. Nous avons l'ardente obligation de leur donner du travail. Il est scandaleux de les stigmatiser et d'en faire les mendiants opportunistes de la ressource publique. Bien sûr quelques effets d'aubaine peuvent se produire ici ou là mais ces quelques effets d'aubaine auxquels nous mettrons fin bien sûr par une Agence Nationale Pour l'Emploi réorganisée et performante qui portera remède, car nous, nous n'avons jamais défendu l'assistanat.

Mais je tiens quand même à dire que ces quelques effets d'aubaine n'ont rien à voir avec la masse financière des fraudes fiscales des plus riches dans notre pays ! Et cela, comme par hasard, on n'en parle jamais ! Il faut redonner du sens à l'effort et à la dignité au travail, mais du vrai. La valeur travail n'est pas un artifice de discours. La valeur travail, c'est d'abord payer le travail à sa valeur. C'est augmenter les bas salaires qui restent obstinément immobiles et nous sommes le seul pays dans ce cas où des millions de salariés hommes et femmes, surtout les femmes d'ailleurs, commencent leur carrière professionnelle au

SMIC et terminent quarante ans après toujours au SMIC et cela, je ne le veux plus. Et notre chantier prioritaire sera celui de la formation professionnelle car la valeur travail, c'est de donner à tout être humain la possibilité de progresser, la possibilité d'avoir une perspective de carrière, la possibilité de se dire que ce travail va être plus intéressant. Bref, c'est la récompense de l'effort dans la formation professionnelle et dans la motivation au travail et c'est cette justice-là que nous construirons ensemble. C'est par le dialogue social que nous débloquerons le pouvoir d'achat. Notre économie n'a pas besoin de brutalité ni de choc. Elle n'a pas besoin, notre économie – au contraire, c'est dangereux – elle n'a pas besoin de déclarer la guerre à la fonction publique ; elle a besoin de confiance. De confiance de tous les métiers et de tous ceux qui travaillent et qui cherchent un travail sur tous les territoires et la confiance n'obéit pas au coup de menton sur des champs de bataille imaginaires ! La confiance, c'est simple, c'est le soutien immédiat au pouvoir d'achat. Et je récusé toute fatalité, toute loi non écrite au nom de laquelle la réussite d'une entreprise devrait se traduire par la précarité des salariés. J'affirme ici le contraire et d'ailleurs les plus brillants de la nouvelle génération d'économistes affirment cela. Les chefs d'entreprise que j'ai rencontrés, le savent et me le disent et attendent désespérément de nouvelles règles du jeu. Ces nouvelles règles du jeu, je leur donnerai. Nous les remotiverons. La valeur travail ne peut pas non plus se satisfaire de ce système de stock-options sans limite, de bonus ou de retraites chapeaux que la droite a organisés et feint de découvrir dans les derniers jours de la campagne électorale. Qui peut vraiment justifier que 38 dirigeants d'entreprise tous amis du pouvoir, aient touché au total 107 millions d'euros de primes de départ en 2006 ?! Le pire, voyez-vous, c'est qu'à peine en place, ils savent déjà combien ils vont toucher quand ils vont partir même s'ils ont échoué. Et cela, c'est le contraire de la valeur travail !

Oui, la croissance va repartir et notre économie sera débloquée car nous allons en finir avec le travail privé de finalité et d'espoir. Oui, la France présidente sera la France du plein emploi. C'est notre combat et nous le gagnerons ! Car nos ressources humaines sont immenses et l'éducation sera mon grand chantier ; l'éducation et la formation au cœur de tout et en avant de tout. C'est cela la garantie que je vous donne. Nous redonnerons à l'université et à la recherche le

rôle de bataillon d'élite de la France dans la mondialisation et je remercie le soutien du mouvement SAUVONS LA RECHERCHE parce qu'ils ont compris que c'était la France de demain. J'ai confiance car j'ai une grande ambition pour la France. La mondialisation qui est là nous lance un défi. Ce défi peut être relevé et nous avons les moyens de l'emporter. Actifs au sein de l'Europe, nous pouvons réorienter l'avenir du monde et sur le plan du commerce notamment. Mais il n'est pas acceptable que notre économie soit mise en péril par le jeu de la surexploitation des ouvriers dans les autres parties du monde. C'est pourquoi en ce jour de 1er mai, je soutiens aussi les immenses manifestations qui ont lieu par exemple dans des pays où les droits syndicaux et les salaires décents ne sont pas octroyés. C'est pourquoi je salue l'Union naissante ou renaissante du syndicalisme mondial parce que c'est en élevant l'ensemble des niveaux de vie et des salaires vers le haut que nous lutterons contre les délocalisations vers les pays à bas salaires. Et en attendant, il faudra que l'Europe se protège et se protège beaucoup plus efficacement qu'elle ne le fait contre toutes ces formes de délocalisations et de destructions d'emplois, j'en fais ici le serment !

Nous sommes confrontés à un autre risque et celui-là bien plus immédiat : c'est la brutalité dans la conduite des affaires publiques, on le sait, qui peut mettre en danger la paix sociale, la paix civile en dressant les Français les uns contre les autres. Ce danger, il est contenu dans le programme du candidat de la droite et moi je me suis engagée à réformer sans brutalité et sans heurter... j'y mettrai ainsi que mon gouvernement le temps et les moyens qu'il faudra mais la méthode, on la connaît, c'est la démocratie participative, c'est écouter le peuple pour agir juste, écouter les Français dans leur diversité pour que l'action publique ne soit pas source de brutalité et de violence. Je ne désignerai aucun ennemi sur le territoire français.

Et même ceux qui aujourd'hui n'ont pas mon opinion politique, demain ils seront associés aux réformes car il n'y a pas de réforme possible sans dialogue et sans concorde. Et j'ai entendu tout cela. Je rassemblerai toutes ces énergies d'où qu'elles viennent car c'est comme cela que nous nous relèverons. Oui, j'ai entendu les candidats de la gauche antilibérale. Oui, la vie vaut mieux que les profits ! Oui, j'ai entendu l'idéal des alter mondialistes ; oui, un autre monde est

possible. Oui, j'ai entendu le message des électeurs du centre et de tous les républicains de progrès et je leur dis : rien ne se fera sans le goût de la démocratie, d'une Europe qui fonctionne et surtout d'un Etat impartial.

Alors il s'agit bien d'un choix de valeurs, d'un choix de société ; nous avons entendu il y a deux jours je crois, à Bercy, le discours de l'autre candidat. Il a ses opinions mais la politique, c'est d'avoir un débat de valeurs et d'opinions sans se poser en victime perpétuelle. Jamais les personnes n'ont été attaquées par moi, jamais. Mais jamais je ne renoncerais parce qu'il s'agit de l'avenir de la France, au débat d'idées, au débat de valeurs et donc au beau combat politique que la France est en train de vivre.

Alors que disait-il y a deux jours ? Que tout était la faute de mai 68. Mais quelle mouche l'a piqué car mai 68, c'était il y a quarante ans ! Tout semblait pourtant calme autour du Palais omnisport de Bercy. Mais à l'écouter, à l'intérieur, ce n'était que voitures fumantes, barricades, charges de police, délitement des valeurs, laxisme des mœurs, crise de l'autorité. La machine à remonter le temps avait été mise en marche à Paris-Bercy, on était en juin 1968. Mais moi je ne souhaite pas que la France parvienne à cet état de blocage pour préciser susciter comme en mai 68 des révoltes, des revendications, des grèves qui ont tout bloqué tout simplement parce que le pouvoir en place refusait d'écouter et refusait de redistribuer les richesses des Trente glorieuses que les salariés avaient construites. Et si lui rêve de connaître à nouveau un mai 68 pour y remettre de l'ordre, moi je veux au contraire en anticipant, en créant tous ensemble du dialogue, de la démocratie, du débat, des compromis sociaux, des convergences intelligentes, la France puisse avancer sans perdre son temps, sans être bloquée, sans dresser les Français les uns contre les autres, en un mot sans violence. Et voilà ce modèle que je vous propose : une France sans violence qui prend à bras le corps toutes ces énergies pour aller de l'avant dans la paix civile ! Car il y en a eu des dégâts dans les entreprises pour que finalement comme cela n'était que justice, les salaires furent augmentés, les syndicats dans l'entreprise furent reconnus, la gestion des universités fut modernisée, les libertés publiques furent élargies et les femmes eurent accès la contraception et à l'IVG ! Voilà ce que le pouvoir en place aurait dû donner et d'une certaine

façon, c'est aujourd'hui, je le sens, je l'ai senti pendant ces dix-huit mois, ces longs mois de campagne électorale, d'une certaine façon, je le sens, il y a dans la France d'aujourd'hui une même forme de colère qui gronde, des frustrations, des incompréhensions, des millions de personnes qui ont le sentiment de ne compter pour rien et il est temps, il est plus que temps et notamment dans les quartiers délaissés où rien n'a été résolu, il est temps... il est plus que temps de réformer rapidement, sans brutaliser, avec intelligence, dans le dialogue ; et ce modèle-là, je suis la seule à vous le proposer. Je veux une France qui se réforme, je veux la paix civile dans mon pays car je sais que c'est possible.

Et quarante ans après, quand j'entends le candidat de la droite en appeler à la majorité silencieuse, habileté qu'ont dû lui souffler les conseillers ex-soixante-huitards sans doute qui l'entourent : il veut sans doute redéfiler sur les Champs-Élysées mais le Palais Omnisport de Bercy, ce n'est pas la remontée des Champs-Élysées. DOC GYNECO, ce n'est pas André MALRAUX ! François MAURIAC, ce n'est pas Bernard TAPIE ! Et monsieur SARKOZY, ce n'est pas le Général de GAULLE !

Alors il faut garder son calme, son sang-froid et réformer la France avant qu'elle ne se soulève. La société d'alors voulait le dialogue et la participation, on lui a répondu par la force ; et que le candidat de la droite relise donc le Général de GAULLE ! Ce sont ses propres analyses et elles se situent – reconnaissons-le – à une autre altitude. Il a dit cela après avoir compris ce qui s'était passé. Il a dit cela... la société voulait le dialogue et la participation et on a voulu lui répondre par la force.

Eh bien le voilà les modèles de société entre lesquels vous avez à choisir : d'un côté le dialogue et la participation et la juste autorité que je demande et qui sera demandée aux familles d'abord pour que les familles éduquent et encadrent correctement leurs enfants ; à l'école où les enfants devront respecter les enseignants mais où la réussite scolaire leur sera garantie par le soutien scolaire. Aux uns et aux autres de respecter les services publics de la police et de la justice parce qu'en retour, elles se rapprocheront des citoyens dans les quartiers pour

construire ensemble le progrès de tous et le respect de chacun. Voilà la juste autorité que nous construirons ensemble.

Et vous le savez, je ne suis pas réputée pour mon laxisme mais en même temps je sais que l'ordre le plus durable et aussi celui le plus juste dans une société où les droits et les devoirs sont les mêmes pour tous et pas une société où quelques-uns ont tous les droits et où tous les autres n'auraient que les devoirs.

Soyons attentifs à ce qu'ont déclaré récemment les grands leaders syndicaux comme Bernard THIBAULT, secrétaire général de la CGT qui disait qu'il n'était pas question pour lui de négocier avec un pistolet sur la tempe. Écoutons monsieur CHEREQUE, dirigeant d'un autre grand syndicat français, la CFDT, qui vient de mettre solennellement en garde l'UMP contre toute tentative de passage en force de loi sociale. Tendons l'oreille du côté des quartiers où le feu continue de couvrir sous la cendre et où rien n'a été entrepris.

Oui, nous sommes aujourd'hui dans une société bloquée du refus du dialogue, de la participation méprisée, tous les ingrédients sont là et nous ne voulons pas cela pour la France. Nous savons à quoi va conduire le passage en force et la brutalité. A cela j'oppose une République rénovée, une République rassemblée, une République positive, une République du respect, une République qui donne à chacun un véritable désir d'avenir !

Voilà la responsabilité demain de la présidente de la République ; voilà la seule façon de redresser la France et de protéger la paix civile. Quand j'entends aussi un certain vocabulaire qui aujourd'hui ne recule devant rien, quand nous avons entendu qu'à Bercy, on a fait ovationner le mot "Karcher" ! Qu'on a parlé de liquider une partie de l'histoire, celle de mai 68 et qu'il a même avancé cette phrase : nous allons reformater les Français... Eh bien moi je le dis ici solennellement : les plus hautes valeurs de la France - et je sais que bien des électeurs même à droite les désapprouvent – car les plus hautes valeurs de la France ne sont pas compatibles avec l'usage de tels mots. C'est pourquoi j'appelle tous les Français à le comprendre, à y réfléchir en conscience et en silence et à en tirer toutes les conséquences et à se rassembler sur d'autres

valeurs. Prenons acte que la fameuse rupture annoncée, c'est purement et simplement une fracture républicaine et cela n'est pas une fatalité, cela va se décider dimanche prochain car qui veut de ces violences qui en résulteraient ? Qui a intérêt sauf pour esquiver les questions concrètes en menant des politiques d'exclusion ou d'intimidation ?

Moi je ne reproche pas à Lilian THURAM de dire ce qu'il ressent car il n'y a que les victimes de discriminations pour décrire ce qu'ils ressentent et en tant que femme aussi, je sais que pendant des générations et encore aujourd'hui avec les écarts salariaux avec les précarités, avec les violences conjugales, avec tout cela, les femmes subissent ces discriminations et la France présidente leur rendra justice. Je pense en particulier à ces millions de femmes seules. Je voudrais m'adresser à elles pour leur dire que je vais bien m'occuper d'elles dans la France de demain, quelle que soit leur génération, ces femmes seules qui élèvent courageusement leurs enfants et qui sont confrontés à la difficulté des adolescents, ces femmes seules, abandonnées par leur mari et qui font face aux difficultés de la vie, ces femmes veuves qui n'ont que de toutes petites pensions de réversion – et je les revaloriserai – ces femmes âgées, seules, qui se demandent si elles vont pouvoir encore accéder à la santé avec les projets de déremboursement de soins qui ne sont pas les miens. Ces femmes qui n'ont pas forcément travaillé ou qui se sont interrompues et qui du coup ont de toutes petites retraites et ces femmes qui ont simplement choisi d'élever leurs enfants, je leur dis qu'elles ont fait là le plus beau métier du monde et je veux qu'elles aient un avenir garanti !

Nous l'aimons la France. Nous voulons la rendre forte et belle.

Voilà pourquoi nous voulons la réformer. Voilà pourquoi dès septembre, j'organiserai un référendum sur la réforme des institutions et pourquoi les citoyens seront appelés à construire une 6e République. Le Parlement sera grandi. J'irai rendre des comptes devant lui et devant le peuple français. La France présidente sera citoyenne. Des jurys citoyens seront créés. Le cumul de mandats sera interdit. L'Etat impartial sera institué et protégé. Alors j'appelle à rejoindre ce grand mouvement, à le grandir, à le rendre victorieux, toutes celles

et ceux d'où qu'ils viennent, qui veulent voir triompher cette nouvelle démocratie.

Chers amis, il nous reste trois jours. Trois jours pour convaincre. Trois jours pour mériter cette victoire. Trois jours pour faire gagner la France neuve. Trois jours pour convaincre les hésitants et les indécis. Trois jours au cours desquels mon équipe de campagne c'est vous ! Démultipliez-vous dans les rues et dans les campagnes ! Nous donnons ce soir avec les artistes magnifiques qui nous accompagnent, une magnifique image de notre pays. Si vous saviez comme je suis fière que vous soyez avec moi ce soir pour donner au monde entier l'image de la France et au monde entier l'image de tous ceux qui nous ont été aidés pour notre liberté au cours de notre histoire. Oui, il y a une sorte de miracle français : soyons-en à la hauteur. Ne décevons pas le monde. Il nous regarde. Ayez cette audace. Ayez cette audace, je le sais, ce n'est pas forcément facile à imaginer de porter une femme à la tête de la France présidente ! Mais ayez cette audace parce que aussi le monde nous regarde et se demande si la France aura cette audace de choisir l'avenir ou de se replier sur le candidat et sur l'équipe sortante. Le choix, il est là. Il est clair. C'est le choix de l'audace mais aussi de la réconciliation. C'est le choix de l'harmonie, c'est le choix de la paix, c'est le choix de la réussite, c'est le choix de la justice, c'est le choix de l'énergie, c'est le choix d'une France plus juste et donc une France plus forte ! La voulez-vous, cette France qui se relève ? La voulez-vous, cette France souriante ? La voulez-vous cette France optimiste ? La voulez-vous cette France qui tend la main ? La voulez-vous, la liberté ? La voulez-vous l'égalité ? La voulez-vous, la fraternité ? La voulez-vous, la victoire ? Alors en avant, rassemblons-nous, prenons-nous la main, aimons-nous les uns les autres ! Construisons ensemble. Vive la République, vive la France !